

Réunion EB-153 du Conseil exécutif de l'ISP  
14-15 novembre 2018  
BIT, Salle V  
Genève  
Suisse



## Résolution d'urgence de l'Internationale des Services Publics (ISP)

Conseil exécutif (EB-153), réuni à Genève, Suisse,

les 14 et 15 novembre 2018, au sujet des

### élections brésiliennes de 2018

- CONSIDÉRANT que le peuple brésilien a récemment élu à la présidence du pays Jair Bolsonaro, un homme ouvertement raciste, homophobe et misogyne ;
- CONSIDÉRANT que la légitimité de l'élection du président Jair Bolsonaro est remise en cause à la fois par les tribunaux et le grand public en raison de l'utilisation généralisée, voire abusive, des données privées et des « fake news » lors de sa campagne électorale ;
- CONSIDÉRANT que le président brésilien élu Jair Bolsonaro a appelé à maintes reprises au retour du type de pouvoir militaire que le Brésil a connu entre 1964 et 1985 ;
- CONSIDÉRANT que le président brésilien élu Jair Bolsonaro a déclaré que la seule erreur de la dictature était de s'être limitée à la torture et de ne pas avoir tué suffisamment de personnes ;
- CONSIDÉRANT que le président brésilien élu Jair Bolsonaro a déclaré que les opposants à sa présidence auraient deux options lorsqu'il arriverait au pouvoir : la prison ou l'exil ;
- CONSIDÉRANT que le président brésilien élu Jair Bolsonaro a annoncé que son gouvernement appliquerait des politiques néolibérales fondées sur un État minimaliste, des réductions fiscales et de nombreuses privatisations, assurant ainsi l'impossibilité de dispenser des services publics de qualité ;
- CONSIDÉRANT que le président brésilien élu Jair Bolsonaro a déclaré que les Nations Unies étaient une organisation inutile et que, sous son mandat, le Brésil se retirerait des Nations Unies et de l'Accord de Paris sur le climat ;
- CONSIDÉRANT que les attaques infondées du président brésilien élu Jair Bolsonaro à l'encontre de la légitimité de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques, en particulier de ses méthodes de calcul relatives à l'emploi et au chômage (qui sont conformes aux normes internationales), ont été publiquement contestées par Rafael Diaz Medina, le Directeur du Département de statistique du Bureau international du travail (BIT) ;
- CONSIDÉRANT que le président brésilien élu Jair Bolsonaro soutient la criminalisation des mouvements sociaux, tels que le mouvement des travailleurs/euses ruraux sans terre, le mouvement des travailleurs/euses sans domicile et les syndicats eux-mêmes ;
- CONSIDÉRANT que le Brésil est l'un des pays les plus meurtriers au monde pour les militant-e-s écologistes et indigènes ;
- CONSIDÉRANT que la situation du Brésil a toutes les chances de s'aggraver au cours des années à venir ;
- CONSTATANT que le président brésilien élu Jair Bolsonaro est favorable à la peine de mort, à la torture et à la déréglementation de la possession des armes à feu ;

### **Le Conseil exécutif de l'ISP**

**CONDAMNE** la stratégie consistant à remédier à la violence et à l'insécurité par la violence gouvernementale ;

**PREND ACTE** du fait que les syndicats brésiliens ont l'intention de résister fermement aux politiques et aux pratiques du gouvernement de Jair Bolsonaro, aux côtés de millions de personnes ;

**FAIT PART** de sa solidarité envers le peuple brésilien et tout particulièrement envers les syndicats, qui défendent la classe ouvrière ;

**ENCOURAGE** ses organisations membres à offrir toutes les formes d'assistance et de solidarité internationale possibles aux syndicats, syndicalistes et travailleurs/euses brésiliens confrontés directement et indirectement à la violence de l'État ;

**ACCUEILLE FAVORABLEMENT** le soutien et les mesures déjà prises par l'ISP, la FSESP et le mouvement syndical mondial ;

**DÉCIDE** d'accompagner étroitement l'évolution de la situation au Brésil ; et

**INVITE** ses organisations membres à soutenir les affiliés brésiliens dans tous les forums internationaux lorsque les politiques et les pratiques du gouvernement brésilien seront dénoncées publiquement.